

Conférence de Presse



FDSEA et JA du Finistère
5 allée Sully – 29322 QUIMPER
Cedex
Tél. 02 98 64 02 20
Fax. 02 98 95 17 47
www.fdsea29.fr
Twitter : [@FDSEA_Finistere](https://twitter.com/FDSEA_Finistere)
facebook.com/JeunesAgri29

Libérez les énergies et les paysans retrouveront confiance en l'avenir !

Dossier de presse

Quimper, le 3 septembre 2014

Intervenants :

- Thierry MERRET, Président de la FDSEA
- Sébastien LOUZAOUEN, Président des Jeunes Agriculteurs
- David LOUZAOUEN, Secrétaire Général des Jeunes Agriculteurs
- André QUENET, Vice-Président de la FDSEA et Président de la section avicole
- Agnès KERBRAT, Vice-Présidente de la section agricultrices de la FDSEA
- Philippe QUILLON, Président de la section légumes de la FDSEA
- Jean-Marc QUINIOU, Président de la commission environnement de la FDSEA

Sommaire

1. Une situation agricole générale dégradée	3
1.1. La FDSEA et JA déplorent une conjoncture difficile dans toutes les productions agricoles	3
1.2. Les trésoreries des producteurs au plus bas	3
• Les éleveurs ne sont pas les banquiers des coopératives laitières	4
• Les fournisseurs d'aliments font leur marge sur le dos des producteurs	4
1.3. Une sur-administration qui asphyxie les producteurs (et tant d'autres !)... ..	4
• L'urgence d'un choc de simplification normative !	5
• La FDSEA et JA s'opposent à la déclaration annuelle des flux obligatoire	5
• La FDSEA et JA exigent la levée des contraintes sur les bassins versants dits « en contentieux »	6
• Captages prioritaires : la FDSEA et JA dénoncent le passage en force de l'administration !	6
• Le péage de transit est une écotaxe déguisée : attention danger !	7
1.4. Le moral des producteurs en berne	7
• La morosité et la sinistrose s'installent dans les campagnes	7
• La FDSEA et JA demandent de positiver sur l'agriculture bretonne.....	8
• Les politiques doivent reconnaître les compétences des agriculteurs bretons en matière environnementale	8
2. Les projets de la FDSEA et JA pour la rentrée	9
2.1. La FDSEA et JA plaident pour une restructuration cohérente des abattoirs bretons en porc.....	9
• L'absurdité de l'absence d'un abattoir dans le nord Finistère	9
• Une restructuration collective face à l'appétit des GMS.....	10
2.2. Il faut sauver l'export pour maintenir une filière avicole en France	10
• Sauver l'export, c'est sauver l'arbre qui cache la forêt	10
• La FDSEA et JA exigent la compensation de la perte de compétitivité des producteurs bretons	11
2.3. Préservons nos emplois : consommons français !	11
2.4. Les syndicats locaux à la rencontre de leurs élus	12

Introduction

L'agriculture est le véritable poumon économique du Finistère, puisqu'elle représente 5% des emplois directs que sont les exploitants et salariés agricoles, et génère plus de 30% des emplois indirects du département. Cependant, mois après mois, au rythme du délitement du secteur agricole et agroalimentaire, l'économie bretonne vacille, et s'enfonce un peu plus dans de dangereux abysses.

L'accumulation des contraintes administratives et environnementales, toujours plus lourdes, la suppression des mécanismes de gestions sont les causes de ce délitement.

Toujours plus de normes, qui annihilent la liberté d'entreprendre des paysans, ôtent toute autonomie de décision sur leurs exploitations, et qui deviennent des instruments de décroissance, bloquant toute perspective stable. Les règles du jeu changent sans cesse, ne laissant pas le temps de s'adapter !

Pourtant, les projets et l'énergie collective sont là, pour peu qu'on laisse la possibilité aux agriculteurs d'entreprendre. Ils ont besoin aujourd'hui de sentir au contraire qu'on accompagne leurs initiatives. En encadrant toujours plus et de façon moins compréhensible leurs décisions, on risque à force d'obtenir l'effet inverse à celui recherché : décourager, déresponsabiliser, démotiver... alors que les énergies ne demandent qu'à être libérées !

1. Une situation agricole générale dégradée

Cela fait de nombreux mois, voire de nombreuses années, que la FDSEA et JA alertent les politiques, les pouvoirs publics, les « partenaires » économiques et sociaux sur l'avenir de la production sur les territoires finistériens : volaille, œuf, porc, lait, viande bovine, légumes plein champ et sous abri, horticulture..., toutes les filières sont concernées. L'embargo russe sur les produits agroalimentaires, qui engendre une saturation du marché européen, est un coup dur de plus dans ce tableau déjà bien sombre.

1.1. La FDSEA et JA déplorent une conjoncture difficile dans toutes les productions agricoles

En volaille, les producteurs sont en grande difficulté. **Quand ce ne sont pas les vides sanitaires qui s'allongent, ce sont les producteurs qui sont sous-payés !** Il leur manque plus de 2 euros du m², ne serait-ce que pour équilibrer avec le coût de production.

En œuf, Bruxelles a décidé de lever les taxes douanières pour l'Ukraine afin de donner une bouffée d'oxygène à ce pays. Les œufs français se retrouvent donc, sur le marché intérieur, en concurrence avec **des œufs ukrainiens à bas prix et qui ne respectent pas les normes imposées par l'Europe.**

En porc, l'embargo sanitaire russe injustifié dure depuis le début de l'année 2014 et impacte sérieusement la production porcine. **Le CRP¹ Bretagne a chiffré les pertes à « 15 euros par porc aux éleveurs, soit un coût de 70 000 euros pour un éleveur moyen »** pour le premier semestre. A cela s'ajoute aussi le surcoût de transport pour emmener les animaux se faire abattre hors du département depuis la fermeture de l'abattoir de Lampaul-Guimiliau.

En lait, alors qu'ils sont sur les mêmes marchés, **les producteurs français ont un déficit de 460 millions d'euros par rapport aux Allemands** sur l'année 2014. Cela représente 21 euros au 1000 L à rattraper, soit 8000 € pour une exploitation laitière moyenne finistérienne.

En viande bovine, la production diminue mais la France continue d'importer de la marchandise à bas prix. **L'excès de propagande de la grande distribution du prix le moins cher** est en train de faire disparaître la production de viande bovine française.

En légumes, les producteurs font face à **des conditions climatiques défavorables** en plein champ et **des produits importés à des prix déiant toute concurrence** en serres, ce qui compromet gravement la pérennité de nombreuses exploitations.

1.2. Les trésoreries des producteurs au plus bas

Les conditions actuelles de l'agriculture génèrent des difficultés économiques dans un grand nombre d'exploitations. Les producteurs subissent un manque de trésorerie tout au long de l'année et le comportement des entreprises qui les entourent ne les aide en rien. Les

¹ Comité Régional Porcin

exploitations étant fragilisées depuis plusieurs années, les effets d'une mauvaise année se font ressentir immédiatement aujourd'hui.

• Les éleveurs ne sont pas les banquiers des coopératives laitières

Avec un prix du lait objectif trop bas annoncé dès le début de l'année, et des prix mensuels trop faibles, les coopératives tirent le prix moyen annuel payé aux producteurs vers le bas. Certes, des compléments de prix arrivent en fin d'année, mais il ne faut pas que les coopératives abusent des modalités de rémunération de l'adhérent : **les éleveurs n'ont pas vocation à être les banquiers des coopératives !** Tous les producteurs pâtissent de ce comportement, qui fait aussi décrocher les laiteries privées, quand ce devrait être aux coopératives de montrer l'exemple !

La FDSEA et JA n'acceptent pas cette course au moins-disant alors que l'action des producteurs a permis, par deux fois, de faire passer des hausses aux GMS, et que, dans le même temps, les marchés export se portent très bien !

La FDSEA et JA mettent en garde les coopératives sur le retard qu'elles ont à rattraper sur le prix. La soi-disant dégradation de la conjoncture ne doit pas leur faire oublier ce qu'elles doivent aux producteurs : il faudra assumer !

La FDSEA et JA exhortent une nouvelle fois les coopératives à se faire reconnaître en tant qu'OP pour pouvoir prendre part, au sein d'une AOP territoriale, à la nouvelle gouvernance de la filière laitière. Leur mauvaise volonté continue de retarder le renforcement de la place des producteurs dans la filière.

• Les fournisseurs d'aliments font leur marge sur le dos des producteurs

La problématique du prix de l'aliment industriel est un réel scandale. Entre un producteur qui fabrique son propre aliment à la ferme et celui qui achète de l'aliment industriel, il y a un différentiel de 40 à 50 euros la tonne. Cet écart ne cesse d'augmenter alors que le cours des matières premières est en baisse.

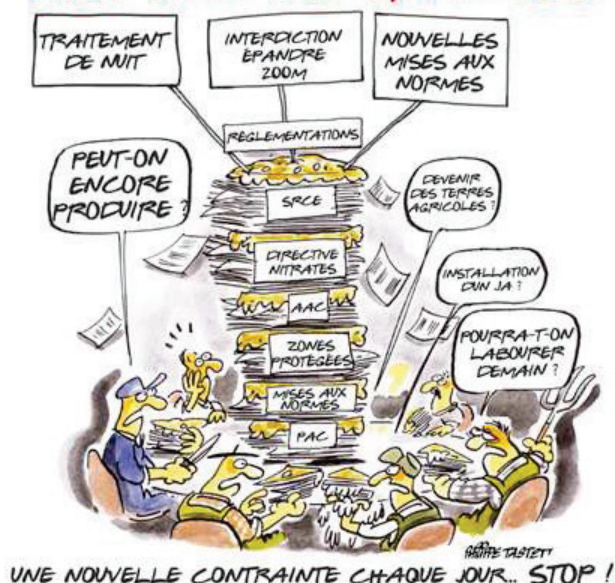
Les fournisseurs d'aliments ne répercutent pas suffisamment rapidement la diminution du prix des céréales sur le prix final de l'aliment et flouent ainsi les producteurs. Lorsque le prix des céréales est à la hausse, ils n'attendent pas pour le répercuter immédiatement sur le prix de l'aliment ! **La FDSEA et JA dénoncent fortement cette attitude des fournisseurs d'aliments qui privent les producteurs d'un gain de compétitivité.**

1.3. Une sur-administration qui asphyxie les producteurs (et tant d'autres !)

La FDSEA et JA revendiquent le bon sens paysan, au sens noble du terme, dans les ministères : pour un cadre législatif et réglementaire simple, pragmatique et stable ! Les agriculteurs ont besoin de règles du jeu qui leur permettent de se projeter dans l'avenir, de prendre les bonnes décisions et non de règles qui changent à chaque fois qu'un nouvel Enarque s'assoit sur un strapontin !

• L'urgence d'un choc de simplification normative !

STOP AUX CONTRAINTES



Le monde agricole croule sous les normes. Il est urgent d'alléger le stock ! **La FDSEA et JA prônent l'adoption d'une règle anglo-saxonne extrêmement simple : « one-in, two-out »** ! Cette règle exige que, pour tout nouveau texte publié, deux textes soient supprimés. Cela permettrait même à l'administration de s'y retrouver dans toutes les normes applicables : la FDSEA et JA mettent au défi l'administration française d'envoyer aux agriculteurs une synthèse de toutes les normes que nous devons respecter sur nos exploitations !

Desserrer l'étau des contraintes, libérer les énergies : le rapport de la mission de lutte contre l'inflation normative² répond pleinement à nos attentes. La FDSEA et JA demandent que ce rapport ne reste pas au placard, et qu'il se transforme en actes !

• La FDSEA et JA s'opposent à la déclaration annuelle des flux d'azote obligatoire

La FDSEA et JA du Finistère se sont toujours opposés fortement à l'extension de la déclaration des flux d'azote obligatoire à tous les paysans de Bretagne. Cette déclaration des flux sort complètement du cadre de la directive nitrates dans le sens où elle concerne l'azote de toutes origines alors que la directive nitrates ne s'attache qu'à l'azote organique. De plus, on perçoit mal la pertinence de cette mesure, purement administrative, en vue de la protection des eaux, en comparaison des mesures agronomiques. En outre, cette déclaration ne revêt aucune vertu pédagogique aux yeux de la FDSEA et des JA et ne fait qu'accroître le climat de suspicion pesant sur les agriculteurs.

Après le rejet d'un recours gracieux, **la FRSEA a décidé d'attaquer au tribunal administratif le 5^{ème} programme d'actions directive nitrates**, notamment par rapport aux dates d'interdiction d'épandage qui vont passer du 15 février au 31 mars.

Enfin, les organismes de services se sont précipités pour proposer aux agriculteurs de transmettre directement les données nécessaires à l'Etat pour la déclaration des flux d'azote. C'est donc à eux que revient le bénéfice économique de cette nouvelle norme car ils vont facturer cette prestation. **La FDSEA et JA jugent inadmissibles que l'administration française, en rajoutant normes sur normes, rende les producteurs dépendants d'organismes de services.** D'autant plus qu'il s'agit d'une contrainte supplémentaire pour l'ensemble des paysans sans qu'aucune simplification ne soit apportée puisque le plan de fumure prévisionnel, le cahier de fertilisation et le cahier d'épandage sont conservés.

² <http://missionnormes.fr/wp-content/uploads/2013/03/rapport-web-normes-final.pdf>

• **La FDSEA et JA exigent la levée des contraintes sur les bassins versants dits « en contentieux »**

Pour la FDSEA et JA, il est inadmissible que le gouvernement maintienne des contraintes insoutenables économiquement pour les agriculteurs des bassins versants dits « en contentieux », alors même que le contentieux est éteint depuis 2010 et que les prises d'eau sont soit conformes, soit fermées. L'impact économique d'un maintien de ces mesures, notamment avec la fin des Indemnités Compensatoires de Contraintes Environnementales (ICCE) depuis 2012, plaide pour une sortie urgente du dispositif actuel. **La FDSEA et JA demandent à Madame la Ministre de l'Ecologie d'appliquer une écologie non punitive, qui reconnaisse les résultats obtenus.**

En matière d'environnement, **la Bretagne est droite dans ses bottes ! La Bretagne a relevé le défi des nitrates.** C'est une des rares régions européennes connaissant une amélioration constante et significative de la qualité de ses eaux de surface. La concentration moyenne en nitrates des eaux en Bretagne a chuté de près de 30% en 15 ans : elle est ainsi de 36 mg/l aujourd'hui, ce qui est bien inférieur au 50 mg/l, seuil maximal pour l'eau destinée à la consommation humaine. Cette tendance se poursuivra dans les décennies à venir en raison du temps de réponse des sols et des eaux souterraines.



Source : DDASS 2012

Figure 1 : Teneur en nitrates des prises d'eau potable de surface du Finistère

Dans l'attente de la décision de la cour de justice européenne concernant l'éventuelle condamnation de la France sur le contentieux sur le contenu des programmes d'actions directive nitrates, **la FDSEA et JA annoncent d'ores et déjà que, quelle qu'en soit l'issue, la Bretagne n'est pas concernée.** Au vu des bons résultats de la qualité de l'eau, la Bretagne n'acceptera pas d'être une nouvelle fois stigmatisée en servant de bouc-émissaire.

• **Captages prioritaires : la FDSEA et JA dénoncent le passage en force de l'administration !**

La Conférence environnementale de septembre 2013 a porté l'objectif initial du Grenelle de l'environnement de 500 à 1000 captages prioritaires. Alors que **90% de la ressource en eau est déjà protégée dans le Finistère**, la FDSEA et JA ont découvert avec stupeur que

l'administration départementale avait établi unilatéralement, et en catimini, une liste de 15 captages prioritaires supplémentaires, en plus des 3 captages Grenelle déjà existants.

La FDSEA et JA dénoncent la méthode inacceptable de l'administration qui a non seulement défini les captages prioritaires en l'absence de concertation avec la profession agricole, mais l'a également fait selon des critères opaques, voire arbitraires. Alors que les résultats de la Bretagne sont bons en matière de qualité de l'eau, il faut arrêter de mettre des contraintes supplémentaires. **La FDSEA et JA ne veulent pas que l'agriculture finistérienne soit mise sous cloche alors qu'elle a tant à apporter à l'économie départementale et régionale.**

• **Le péage de transit est une écotaxe déguisée : attention danger !**



Suite à la forte mobilisation du Collectif pour l'emploi à l'automne dernier, le dispositif « écotaxe » a été abandonné pour être remplacé par le « péage de transit poids lourds » qui a été présenté par le gouvernement le 22 juin dernier. Si ce changement de nom, et la communication médiatique qui l'a accompagné, ont laissé à penser que l'économie bretonne serait épargnée, c'est une hérésie. **Cette nouvelle version de l'écotaxe est toujours aussi préjudiciable à l'économie et à l'emploi.**

En effet, le prix de tout transport, qu'il passe ou non par une route écotaxée, devra être majoré de l'ordre de 2,5% sous peine d'amende, et cela, même en Bretagne ! Les transporteurs vont devenir des percepteurs des impôts, ce n'est pas acceptable ! **La FDSEA et JA réaffirment leur totale détermination contre toute forme d'écotaxe.**

1.4. Le moral des producteurs en berne

Les exigences des administrations et les critiques des différentes associations sur les productions conventionnelles et dites « intensives », mais aussi la fragilité économique des exploitations ont affecté l'envie d'entreprendre. Le repli sur soi et l'individualisme sont de plus en plus prégnants dans la campagne. Les paysans peinent à sortir de leur exploitation, souvent très pris, c'est certain, mais aussi parce qu'ils sont désabusés et démotivés. **La FDSEA et JA réclament de nouvelles perspectives pour l'agriculture finistérienne** pour que les paysans retrouvent envie et confiance dans l'avenir !

• **La morosité et la sinistrose s'installent dans les campagnes**

Alors que la plupart des prix de vente actuels ne permet déjà pas aux producteurs de rémunérer leur travail, l'embargo russe ne fait qu'empirer les choses : l'agriculteur est pris en otage pour des raisons géopolitiques ! C'est un nouveau coup dur pour les producteurs qui avaient déjà le moral en berne avant cette décision politique.

Pour maintenir un revenu de plus en plus difficile à obtenir, les exploitations ont dû s'agrandir et **les agriculteurs sont de plus en plus accaparés par la gestion de leur entreprise,**

sans aucune période creuse au cours de l'année. Or, **cela reste difficile d'embaucher sur les exploitations**, non seulement pour trouver de la main d'œuvre qualifiée et qui accepte, notamment en élevage, des horaires contraignants, mais aussi parce qu'embaucher a un coût et génère de nouvelles responsabilités et contraintes réglementaires !

Si l'on ajoute à cela **les difficultés économiques rencontrées, l'augmentation des dossiers administratifs à remplir et la pression des contrôles successifs**, la situation est explosive. Pour la FDSEA et JA, il est indispensable de libérer les énergies pour donner envie aux jeunes de s'engager dans l'agriculture. **Le défi du renouvellement des générations est primordial : c'est l'affaire de tous !**

Le Finistère agricole a de nombreux atouts à faire valoir pour conquérir de nouveaux marchés en France et en Europe, mais aussi à l'export. **La FDSEA et JA demandent l'adhésion massive des élus, et des citoyens, autour d'un projet qui mette la production agricole au cœur de la politique économique bretonne.** Il faut une agriculture dynamique, compétitive, conquérante. Pour cela, les élus doivent faire de l'agriculture un levier du redressement économique de notre pays.

• La FDSEA et JA demandent de positiver sur l'agriculture bretonne

Les paysans sont exténués par les prises de positions politiques qui stigmatisent l'agriculture, et les agriculteurs. Ils en ont assez d'être présentés, de manière caricaturale, comme des pollueurs, devenus le symbole de l'agro-industrie. **L'ampleur de la crise économique en France nécessite que tout le monde tire dans le même sens, politiques et acteurs économiques.**

Et pour cela, la FDSEA et JA demandent aux politiques d'arrêter de dénigrer l'agriculture et l'agroalimentaire bretons, qui sont le fleuron de l'économie régionale. Il faut en finir avec les attaques incessantes sur l'existence d'un soi-disant « modèle agricole breton » ! L'agriculture bretonne est forte de ses diversités : des exploitations dites conventionnelles aux visages multiples et avec des conduites différentes, des exploitations engagées dans l'agriculture biologique, des exploitations qui font le choix de la transformation à la ferme et de la vente directe. **La FDSEA réaffirme qu'il y a de la place pour tous les types d'exploitation, pourvu qu'ils soient librement choisis, et économiquement viables.** L'enjeu, pour un agriculteur, est bien de tirer des revenus de son exploitation par la vente de ses produits !

• Les politiques doivent reconnaître les compétences des agriculteurs bretons en matière environnementale

Les agriculteurs bretons en ont assez d'être constamment montrés du doigt en matière d'environnement. Les cabales politiques et médiatiques contre l'agriculture bretonne, ça suffit ! On en voit le résultat aujourd'hui : toujours plus de normes, qui annihilent leur liberté d'entreprendre, ôtent toute autonomie de décision sur leurs exploitations, et qui deviennent **des instruments de décroissance !**

La FDSEA et JA demandent, qu'au-delà des résultats qui ne sont plus à prouver, les politiques reconnaissent les compétences des agriculteurs bretons en matière

d'environnement, de biodiversité et d'agronomie. Un pragmatisme économique et social est indispensable !

Des messages positifs sur l'agriculture, c'est une étape nécessaire, mais pas suffisante. La FDSEA et JA demandent aux élus des actes, pour libérer les énergies et tirer l'agriculture vers le haut !

2. Les projets de la FDSEA et JA pour la rentrée

Les paysans finistériens ne baissent pas les bras ! Ils se sont récemment retrouvés lors de 5 réunions de rentrée syndicale, organisées par la FDSEA et JA, pour échanger sur leur avenir. Plus de 250 agriculteurs, dont nombre de jeunes, ont ainsi pu exprimer leurs revendications. Le Finistère dispose d'atouts indéniables pour maintenir une économie agricole forte, durable et compétitive, il est inacceptable de les gâcher ainsi !

2.1. La FDSEA et JA plaident pour une restructuration cohérente des abattoirs bretons en porc

Suite à la fermeture de l'abattoir de Lampaul-Guimiliau, la FDSEA et JA maintiennent la pression pour retrouver un équilibre dans l'activité d'abattage de la région Bretagne. Avoir un abattoir dans le nord Finistère est vital pour sauver les territoires et la filière ! La restructuration est d'autant plus urgente que si ce n'est pas la profession qui s'en occupe, les GMS sont sur les rangs pour le faire.

• L'absurdité de l'absence d'un abattoir dans le nord Finistère

Dans le Finistère, l'abattage se déconnecte petit à petit de la production. **Pour la FDSEA et JA, il n'est pas raisonnable d'être le premier département français en termes de production porcine sans avoir la capacité d'abattage correspondante.** Il est de même impensable de se passer d'un abattoir dans la zone nord finistérienne au vu de la production, qui plus est un abattoir pour le grand export.



Alors que **la situation sanitaire de la production porcine est exemplaire en Bretagne**, sans abattoir, le Finistère s'expose à un risque sanitaire potentiellement ingérable. La gestion de crise d'épizootie passe nécessairement par un abattoir à proximité afin de limiter le transport des animaux atteints de la maladie en question, et confiner ainsi la propagation des maladies, comme la peste porcine qui sévit aux frontières de l'Europe. Qu'en est-il de l'application du principe de précaution ? C'est une question de santé publique !

• Une restructuration collective face à l'appétit des GMS

La fermeture de l'abattoir de Lampaul-Guimiliau, pourtant parmi les plus performants de France, n'a pas réglé le problème de filière. La FDSEA et JA avaient prédit que l'abattoir de Josselin serait le prochain sur la liste, et la réalité est là. **Quel électrochoc faudra-t-il pour commencer, enfin, une restructuration cohérente et intelligente de l'abattage breton ?**

La FDSEA et JA mettent en garde la filière sur la route toute tracée qui la mène vers l'intégration. Les GMS, qui ont acquis des capacités financières sur le dos des producteurs et des consommateurs depuis des années, s'engouffrent dans la brèche des abattoirs. En les achetant, la filière et les producteurs risquent de se retrouver pieds et poings liés à la GMS, sans aucune liberté ni autonomie sur leur exploitation.

Mais la guerre fratricide des groupements annihile toute volonté de regarder vers l'avenir. Alors que personne ne s'offusque de voir plus d'un porc finistérien sur deux se faire abattre hors du département, **la FDSEA et JA défendent une logique commerciale collective et une reprise en main de l'offre dans la filière par les éleveurs.**

2.2. Il faut sauver l'export pour maintenir une filière avicole en France

Dans toute son histoire, la Bretagne n'a été prospère que lorsque son économie a été orientée vers l'export. De part sa façade maritime exceptionnelle, le Finistère a une vocation d'expédition et des prédispositions pour le grand export : utilisons-les ! Il est indispensable de conserver une capacité à exporter, au risque sinon de déstabiliser le marché français et l'équilibre économique de l'ensemble de la filière volaille.

• Sauver l'export, c'est sauver l'arbre qui cache la forêt

La France est le seul pays européen à disposer d'une véritable filière spécialisée dans le grand export de poulets entiers. **La Bretagne réalise près de 70% de l'export national** avec les deux acteurs que sont Doux et Tilly-Sabco dont les sièges sociaux sont situés dans le Finistère.

Au-delà de la filière agricole et agro-alimentaire, la production de volailles génère de nombreuses activités économiques notamment dans le transport que ce soit par la route, le rail ou les voies maritimes. Ainsi, le port de Brest ne serait pas ce qu'il est sans la filière volailles et surtout la filière export. Premier port de commerce breton, **Brest est aussi le premier port européen pour l'exportation de viandes congelées.** Les volailles destinées à l'export représentaient 63 % des volumes traités en containers au port en 2011. L'impact des difficultés de la filière export se fait déjà sentir puisqu'en 2013, **l'import des vracs solides pour l'alimentation animale traités au port de Brest ont baissé significativement de 17%.**

L'avenir de nombreux secteurs d'activités et des emplois induits dépendent avant tout du devenir des éleveurs et de la production de volailles notamment pour l'export.

• **La FDSEA et JA exigent la compensation de la perte de compétitivité des producteurs bretons**

Les restitutions européennes étaient fondées sur la différence entre les prix pratiqués en Europe et ceux du marché mondial, permettant ainsi de **compenser les différences de change monétaire et les exigences européennes sur les conditions d'élevage** (coût du travail, bien-être animal, environnement, protection sanitaire). En l'absence de restitutions, les exportations ne sont plus compétitives, notamment face au Brésil, car la parité euro-dollar est très défavorable aux producteurs européens. **La FDSEA et JA demandent à Bruxelles de donner les outils nécessaires aux producteurs pour être compétitifs sur le marché mondial.**

Difficilement compréhensibles pour le grand public, **ces restitutions sont pourtant le seul outil de gestion de marché disponible et indispensable pour la filière.** En effet, l'OCM³ dans le secteur de la volaille ne prévoit aucun autre outil de régulation : ni stockage privé, ni prix de référence a contrario d'autres productions.

2.3. Préservons nos emplois : consommons français !

L'activité agricole structure nos territoires et génère de nombreuses activités pourvoyeuses d'emplois en Bretagne : 35 000 exploitations agricoles, 131 000 emplois agricoles et agroalimentaires, 670 entreprises agroalimentaires.

Cependant, ce dynamisme est en péril. Comme indiqué précédemment, les productions bretonnes subissent de nombreuses distorsions de concurrence sociales, fiscales, environnementales, sanitaires ... Malgré des techniques de production très performantes, des produits de qualité, une proximité géographique, les produits bretons subissent une perte de compétitivité importante face aux produits d'importation qui arrivent en Bretagne.

La période estivale et ses nombreux rendez-vous (comices, rando-ferme, ...) ont été l'occasion pour **la FDSEA et JA d'alerter les consommateurs** : des légumes de saison valent mieux qu'un smartphone dernier cri ! **Chaque achat conditionne de nombreux emplois** (agricoles et agroalimentaires) !

Les nombreuses actions menées en GMS cet été ont également permis de sensibiliser les consommateurs et de mettre la pression sur les grandes surfaces. Les producteurs ont en effet pu constater dans certaines enseignes la présence de nombreux produits étrangers, ainsi que des défauts d'affichage de l'origine.



La FDSEA et JA ne tolèrent pas que certaines enseignes ne prennent pas en compte la production locale dans leur approvisionnement, lorsqu'elle existe, et trompent ainsi les consommateurs qui pensent acheter français.

³ Organisation Commune de Marché

Nous attendons des pouvoirs publics qu'ils renforcent les contrôles dans les grandes surfaces afin de faire respecter la législation quant à l'affichage de l'origine des produits.

2.4. Les syndicats locaux à la rencontre de leurs élus

Suite aux dernières élections municipales, l'ensemble des conseils municipaux a été renouvelé. Ces élus vont être tout au long de leur mandature au plus près des problématiques locales, notamment dans le domaine agricole (foncier, urbanisme, environnement, biodiversité...). Il est donc essentiel qu'ils prennent conscience des difficultés et problématiques rencontrées par les agriculteurs. Ainsi, les syndicats locaux ou cantonaux de la FDSEA ont commencé à aller à leur rencontre afin d'échanger ensemble sur ces différentes problématiques.

Ces rencontres sont également l'occasion d'évoquer l'approvisionnement des restaurants collectifs (crèches, écoles, collèges, lycées, hôpitaux, restaurants administratifs ...). Aujourd'hui, 87% de l'approvisionnement de ces restaurants en viande de poulet se fait à l'étranger. Même en Bretagne, 1^{ère} région productrice ! C'est un non-sens !



La FRSEA et JA Bretagne ont **alerté cet été l'ensemble des élus locaux et régionaux**, donneurs d'ordre pour l'approvisionnement de nombreux restaurants collectifs, afin que ces derniers **agissent personnellement pour le maintien de l'agriculture, des emplois et pour la vitalité de tous les territoires**. Il leur a ainsi été demandé de s'engager à **réclamer** à leurs fournisseurs, au travers des cahiers des charges d'approvisionnement, **une origine française et/ou de proximité des produits pour la restauration collective** quand elle existe.

La FDSEA et JA demandent que soit **privilegié l'achat de produits de proximité, via notamment les nombreuses coopératives et industries agroalimentaires bretonnes, qui créent des emplois et qui alimentent l'économie locale**.

Les agriculteurs veulent valoriser la production et l'industrie de leur territoire ; ils veulent répondre aux besoins diversifiés des consommateurs ; ils savent produire en respectant l'environnement, en produisant de la biodiversité, par leurs bonnes pratiques, par le progrès technique et agronomique et ce avec du bon sens !

Pour pouvoir manger français, laissez-nous produire français !

Conclusion

Avec tout ce qu'ils subissent, nos agricultrices et agriculteurs peuvent paraître résignés, mais ne baissent pas les bras. Au quotidien, ce sont l'ensemble des besogneux, quel que soit le secteur, qui sont aujourd'hui asphyxiés par la fiscalité, les contrôles, les blocages administratifs, réglementaires...

Ayons confiance en nous ! Notre Finistère dispose d'atouts indéniables pour maintenir une économie agricole forte :

- Des agricultrices et agriculteurs compétents et formés,
- Des produits de qualité à la sortie des exploitations performantes,
- Un maillage fort d'industries agroalimentaires,
- Une Bretagne exemplaire environnementalement,
- Une façade maritime importante, mais sous exploitée pour l'export,
- Des capacités de développement en termes d'énergie,
- Une agriculture riche de sa diversité, de ses débouchés et de sa biodiversité,
- Des hommes et des femmes agriculteurs, entrepreneurs, salariés, attachés à vivre et travailler au pays.

Alors que chez nos voisins britanniques la méthode du « **One in, two out** », littéralement « une de plus, deux de moins », a permis de simplifier la vie des entreprises, de notre côté, au contraire les contraintes administratives et réglementaires s'additionnent chaque jour.

Loi d'avenir, loi sur la biodiversité, loi de finances, loi Alur, directive nitrates, ..., **pas une semaine sans une nouvelle loi qui est un boulet de plus et un frein au développement de notre économie. TROP c'est TROP ! Laissez-nous entreprendre !**

Dans ses premières déclarations le nouveau Ministre de l'économie, Emmanuel Macron, reprend les termes que la FDSEA et JA répètent depuis de nombreux mois. En effet il indique que « **la clé de la relance est de libérer les énergies pour créer de l'activité** ». C'est également ces mêmes propos qui ont été tenus par le Premier Ministre, Manuel Valls, lors de son allocution à l'Université d'été du PS : « **Réformer pour débloquer, libérer ces énergies dans bien des domaines.** »

Dans des périodes de troubles géopolitiques, il est d'autant plus important d'avoir une agriculture et une industrie agroalimentaire forte sur l'ensemble des marchés (intérieur, pays tiers et grand export).

Les producteurs attendent depuis trop longtemps des mesures concrètes pour l'ensemble du secteur agricole et agroalimentaire finistérien et breton et donc sur l'économie régionale en général.

**Les énergies sont là ! Elles ne demandent qu'à être libérées !
Nos politiques commenceraient-ils à en prendre conscience ?
Les paysans sont prêts à relever le défi de la croissance !**